

Les SAS de la France Libre et la libération de la France (juin-septembre 1944)

Samwest, Cooney, Grog, Lost ou Spenser, Dickens, Moses, Derry, Samson, Snelgrove, Jockworth, Newton, Baker ou Abel : rares sont les missions conduites à l'été 1944 par les SAS de la France Libre dont la mémoire est suffisamment forte aujourd'hui pour que leurs noms aient été retenus par les Français. Pourtant, de la pointe de la Bretagne aux confins de la Suisse, des côtes de la Manche à la Lorraine, des bords de Loire au Limousin en passant par Paris les 24 et 25 août, les parachutistes des 3 et 4 SAS furent sur tous les fronts de la Libération, contribuant à définir, par la pratique et l'action, nombre de modes d'action qui sont encore, aujourd'hui, ceux des « forces spéciales ».

Certes, le terme n'est pas utilisé à l'époque pour désigner ces combattants qui en ont, pourtant, toutes les caractéristiques. Sans même parler de leur formation militaire, bien plus poussée que celle des simples parachutistes, associant à leur capacité à être infiltrés par les airs les exigences des stages commando britanniques en Écosse, ils ont en effet aussi et surtout la capacité à agir par petits groupes, leur assurant une furtivité essentielle à la réussite de leurs missions derrière les lignes ennemies. En cela, le cas des SAS français illustre que, si depuis 2001, l'actualité a montré à l'envi tout l'intérêt militaire que pouvait avoir l'emploi des forces spéciales dans certaines missions d'intérêt stratégique, que ce soit en Afghanistan, en Irak ou, plus récemment, au Sahel, la chose n'est pas pour autant totalement nouvelle. C'est, pour l'essentiel, dès le second conflit mondial et notamment au cours des opérations de libération de la France qu'ont été fixées les grandes lignes présidant aux concepts d'emploi de ces unités.

Il ne pouvait être question, dans les quelques pages qui suivent, de raconter les mille histoires que vécurent les hommes du 4 SAS du commandant Bourgoïn – le fameux « *Manchot* » – et du 3 SAS du commandant Château-Jobert – dit « *Conan* ». Trois dimensions ont été plus spécifiquement choisies, en ce qu'elles disent bien les capacités d'adaptation et d'innovation de ces soldats d'exception au cours de ces quelques semaines de l'été 1944.



Pierre Bourgoïn, Henri Deplante, Pierre Puech-Samson et Henry de Manduit à Vannes, août 1944 (DR).

Réorganiser et armer la Résistance : l'exemple de la Bretagne

C'est dans la nuit du 5 au 6 juin 1944 que les premiers SAS de Bourgoïn sont largués en Bretagne, au même moment que les *pathfinders*¹ américains et britanniques en Normandie. Mais, alors que ces derniers savent qu'ils doivent être rejoints par les troupes débarquées entre la Dives et le Cotentin au bout de quelques heures, quelques jours tout au plus, les parachutistes français ne comptent pas sur le moindre renfort venant des plages normandes avant plusieurs semaines...

La mission des 32 hommes qui touchent le sol peu après minuit, le 6 juin, est avant tout de mettre sur pied deux bases devant servir à réarmer et approvisionner les équipes de sabotage SAS qui doivent, quant à elles, être larguées dans la nuit du 7 au 8 juin en Bretagne, *Samwest* dans les Côtes-du-Nord, *Dingson* dans le Morbihan. Dès le 6 cependant, la prise de contact presque inopinée avec la Résistance bretonne contribue à faire évoluer l'ensemble de la mission confiée au 4 SAS. Certes, il est toujours question, pour les seize *Cooney Parties*, fortes de trois à cinq hommes, de mener à partir du 8 juin des actions de sabotage sur les voies ferrées et lignes de communication utilisées par les Allemands pour faire parvenir leurs renforts en Normandie. Mais les hommes de Bourgoïn découvrent la force que constituent FFI et FTP, qu'ils n'avaient pas même imaginée. Installés dans le maquis de la Nouette, près du village



Pierre Marianne (DR).

morbihannais de Saint-Marcel, le lieutenant Marianne peut envoyer à Londres, le 8 juin, un premier message radio particulièrement enthousiaste qui dit bien le décalage entre la réalité du terrain et ce à quoi on les avait préparés :

« Pierre 1 indicatif 101. Confirme message envoyé par commandant FFI. Confirme 10 compagnies faiblement armées sur 25. Envoyer urgence tous officiers disponibles, troupes et matériels en particulier Bren Guns. Votre présence ici est indispensable. Suis enthousiasmé par organisation et ses immenses possibilités [...]. Signé Pierre 1 ».

Et l'impression est identique en forêt de Duault, dans les Côtes-du-Nord. Ainsi, en quelques heures, la mission des SAS se trouve largement réorientée : la priorité est à l'armement massif et à l'encadrement de la Résistance bretonne, de manière à en faire l'instrument de la désorganisation des arrières de l'ennemi. Dès le 10 juin, un nouvel ordre d'opération émanant de la brigade SAS le confirme : « *parallèlement à votre action militaire* », écrit le général McLeod qui rappelle la mission d'interdiction stratégique initialement confiée aux parachutistes français, « *vous ferez désormais tout votre possible pour cristalliser la Résistance, et pour l'organiser de telle façon qu'elle puisse être utilisée pour l'accomplissement des plans du commandement* », justifiant le parachu-

¹ Véhicules tout terrain (NDLR).

tage de renforts sur les deux bases bretonnes, 195 hommes à Saint-Marcel, une centaine à Duault.

La chose n'est pas sans conséquences sur les relations avec les autres forces spéciales alliées, parachutées au même moment en Bretagne : les premières équipes *Jedburgh*, associant deux officiers (un Français et un Britannique ou un Américain) et un radio, se sont posées à *Samwest* et *Dingson* dans la nuit du 9 au 10 juin, avec, justement, pour mission d'armer et de préparer la Résistance aux combats futurs. Si, dans les Côtes-du-Nord, *SAS* et *Jedburgh* trouvent rapidement un *modus vivendi* qui tient d'ailleurs surtout à la dispersion de la base de la forêt de Duault, attaquée par les Allemands dès le 12 juin, dans le Morbihan, l'équipe *George* abandonne le terrain aux hommes de Bourgoin et poursuit sa mission dans le département voisin de Loire-Inférieure.

L'attaque, le 18 juin 1944, du maquis de Saint-Marcel, qui accueille alors près de 250 parachutistes et plusieurs milliers de FFI et FTP aurait pu sonner le glas de cette action au profit de la Résistance. Il n'en est rien. Non seulement les *SAS* poursuivent leurs actions de harcèlement des troupes allemandes – en général sur un mode mineur désormais, en attendant le grand jour –, mais ils approfondissent le travail essentiel qu'ils ont entrepris depuis le 6 juin. C'est par dizaines que les parachutages sont organisés par eux dans le Morbihan, les Côtes-du-Nord, mais aussi, plus ponctuellement, dans le Finistère ou en Ille-et-Vilaine : des armes, bien évidemment, mais aussi des uniformes, de l'équipement, de l'argent, de la nourriture... ou des vélos, si utiles aux agents de liaison de la Résistance, des femmes le plus souvent.

Moins spectaculaire que le sabotage de la voie ferrée Rennes-Redon sous le tunnel de Langon, bloquant pour plusieurs semaines un axe ferroviaire essentiel pour les Allemands, cette action du quotidien n'en est pas moins plus fondamentale à terme dans la perspective de la libération du pays. Plus que le plastic ou les *time pencils*², plus que la carabine US M1 ou les Bren guns, ce sont ainsi les postes radio qui ont sans doute été la principale des armes aux mains des parachutistes au cours de cette phase des combats.

La nouvelle arme des SAS : le poste radio

Dans le rapport qu'il rédige au lendemain de la Libération pour dresser le bilan de la mission *Grog* qu'il a menée dans le Morbihan, le capitaine Deplante explique

avec lucidité ce qu'a été l'erreur commise par les *SAS* lors des deux premières semaines passées en Bretagne :

« Il était impossible de garder 500 hommes trop longtemps au même endroit en cours d'armement et d'entraînement sans que l'ennemi l'apprenne et encercle le groupe. Je décidai que dans l'avenir je ne rassemblerai les patriotes que le temps du parachutage et de la distribution des armes, et que l'entraînement suivrait plus tard quand ils auraient rejoint leurs secteurs. »

« 500 hommes » écrit-il, faisant référence à ceux qu'il avait réunis à Kerusten, dans le nord-est du Morbihan, entre le 17 et le 21 juin ; mais ils avaient été des milliers sans doute à Saint-Marcel au même moment, rendant la base trop visible et en cela vulnérable.

Toute la tactique *SAS* allait donc tourner désormais autour de deux éléments, au sein de la zone d'action de *Grog* dans un premier temps, dans le reste de la Bretagne ensuite. Le premier a consisté à mettre à disposition des bataillons FFI-FTP dix à quinze parachutistes, se répartissant ensuite entre les différents maquis de chaque bataillon, par groupe de deux à cinq le plus souvent. Le second élément repose sur la constitution d'une série de bases radio structurant cette organisation, dans la mesure où la radio assure les indispensables liens avec Londres, la seule possibilité d'organiser les parachutages des armes et des équipements dont les résistants ont tant besoin et sans lesquels ils ne peuvent être d'aucun secours aux forces alliées. Ces bases, au nombre de deux seulement dans un premier temps – *Pierre 5* avec Deplante, *Pierre 6* avec Marienne, jusqu'à sa mort mi-juillet –, vont peu à peu devenir plus nombreuses, *Pierre 3* et *Pierre 7* par exemple dans le secteur de *Grog*. La tâche effectuée ici par ces trois *Pierre* est immense. En quelques semaines, leurs échanges radio ont permis le parachutage de plus de 2 000 containers. 86 avions ont

été nécessaires pour acheminer un matériel qui a permis l'armement de 6 000 hommes relevant de neuf bataillons FFI et FTP, du Morbihan mais aussi des Côtes-du-Nord. Ceci au prix de pertes somme toute assez limitées – moins d'une dizaine d'hommes – dans les rangs des *SAS* agissant dans la zone d'action de *Grog*.

Que faut-il entendre par « base radio » ? Il ne s'agit, en général, que de trois ou quatre « techniciens » – les opérateurs radio – protégés par quelques *SAS* et résistants, le plus souvent aux ordres d'un officier chargé de la coordination de la mission d'armement de la Résistance. Le paradoxe tient alors au fait que, bien qu'ils utilisent la technologie la plus récente – des postes radio relativement légers, permettant de contacter une base arrière située à des centaines de kilomètres de là, mais aussi le système de guidage d'avion *Eureka* assurant la précision des parachutages, etc. –, ces hommes sont contraints à des conditions de vie pour le moins spartiates dans le maquis, sans la possibilité, au contraire des troupes combattant en Normandie, d'être relevés, de prendre ne serait-ce que quelques heures ou quelques jours de repos à l'arrière. S'y ajoutent les risques inhérents à la capture, sans commune mesure avec ceux encourus par les soldats des troupes de ligne sur le front normand : torture et exécution sommaire sont, en Bretagne, le sort commun des parachutistes des forces spéciales comme des résistants.

Dans ces conditions, tout devient problème dans le maquis. Le ravitaillement est l'un d'entre eux, poussant par exemple le capitaine Deplante à demander le parachutage de « café, sucre, farine » ou de « rations pour opérations ». Le « logement » est le second de ces problèmes à résoudre pour les *SAS*. S'ils partagent en effet le quotidien de ceux qui ont décidé de prendre le maquis, leur uniforme leur défend cependant certaines libertés que quelques résistants prennent parfois avec



Stick en bivouac (DR).

² En français, « crayon allumeur à retardement », de fabrication britannique, de la forme et de la taille d'un crayon (NDLR).

les règles de la clandestinité en retournant chez des proches pour prendre des vêtements de rechange, se laver, dormir pour une nuit dans un lit. Ponctuellement, les bâtiments d'une ferme isolée peuvent accueillir les parachutistes, mais ils apprennent à éviter ce type d'abri pour limiter les risques de dénonciation, même involontaire. Les nuits sont donc passées à la belle étoile, dans les landes et forêts, souvent sous des toiles de parachutes transformées en modestes tentes. Dès qu'il pleut – et il pleut beaucoup, notamment en juin 1944 –, la vie se fait donc plus inconfortable encore, les problèmes d'hygiène devenant rapidement insurmontables, justifiant les demandes répétées de parachutage de savon.



Un parachutiste avec son équipement (DR).

À cela, il convient d'ajouter que la plus élémentaire prudence – lorsque ce ne sont pas les actions des Allemands et de la Milice – implique de changer fréquemment de localisation, compliquant encore la vie des bases radio. En effet, les maquis abritant des transmetteurs sont encore plus exposés que les autres, du fait des risques de repérage par les moyens goniométriques de l'ennemi. La base de Deplante se déplace ainsi tous les trois ou quatre jours. Dans le même temps pourtant, il faut continuer à transmettre les messages à la station directrice en Angleterre, malgré les problèmes de matériels – finalement relativement rares – ou le brouillage mis en place par les services ennemis.

Le codage et le décodage des messages sont des activités essentielles. Ce travail se fait de façon « manuelle » : l'on utilise un *pad*, petit carré de soie comportant vingt-six colonnes – une pour chaque lettre de l'alphabet – associant elles-mêmes vingt-six couples de deux lettres permettant de

chiffrer les données à transmettre de manière à ce que seul le destinataire possédant le même *pad* puisse les déchiffrer. Si le procédé est sûr, il est aussi souvent long et fastidieux, notamment dès lors que les messages dépassent les trois ou quatre lignes habituelles, plus encore dans l'environnement particulier qui est celui de nos radios. D'autant qu'il convient d'ajouter à cette première série de contraintes la nécessité de n'émettre qu'à des horaires imposés à chaque poste, souvent peu compatibles avec la vie dans le maquis. Les procédures prévoient en effet deux vacations par 24 heures, en général une le matin, une autre la nuit, une fréquence d'urgence permettant, en cas de nécessité, d'émettre hors de ces vacations. Les délais nécessaires à l'installation du poste et, plus encore, de l'antenne, le temps nécessaire au chiffage et au déchiffage des messages, la nécessité d'être deux au moins pour émettre – un transmetteur à la manipulation proprement dite et un opérateur actionnant la génératrice – rendent particulièrement difficile l'émission lors des déplacements ou sous la menace de l'ennemi.

Et pourtant, les opérateurs radio SAS font un travail extraordinaire, dont témoigne, par exemple, le carnet de messages du sergent Dranber, heureusement conservé depuis soixante-dix ans. En trente-quatre jours, du 2 juillet au 4 août, les trois radios de cette base reçoivent 99 messages, en envoient 115 surtout, soit une moyenne de plus de six messages codés et décodés chaque jour, jusqu'à dix-sept pour la seule journée du 3 août 1944, au lendemain de l'encerclement de leur maquis par les forces allemandes. Les plus nombreux (44 %) concernent l'organisation des parachutages, également répartis tout au long des trente-quatre jours, même si la seconde quinzaine de juillet semble avoir été la plus active. Vient ensuite une quarantaine de messages (36 %) concernant la réalisation de la mission au quotidien : problèmes rencontrés en matière de transmissions (brouillage, messages indéchiffrables, demande de nouveaux matériels, etc.), échange d'informations avec d'autres bases radio SAS, notamment pour fixer des rendez-vous aux agents de liaison. Une dernière catégorie de transmissions porte sur les renseignements envoyés vers la Grande-Bretagne, et ceci avec deux objectifs au moins. Ponctuellement, il s'agit de renseigner sur la situation tactique prévalant dans la zone d'action immédiate de la base radio, par exemple pour signaler la présence d'*Ost-Truppen*³ dans les environs du maquis occupé alors par les SAS. Mais ce sont aussi certains de ces messages qui demandent

l'intervention de la RAF ou de l'*US Air Force* contre des objectifs précis : le collège de Pontivy, abritant un PC allemand, est ainsi bombardé dans les heures suivant la communication avec l'Angleterre. En général cependant, les messages concernent des renseignements plus généraux, visant à aider à la mise en application globale de la manœuvre alliée dans l'Ouest de la France et plus particulièrement en Bretagne. La base *Pierre 3* envoie ainsi régulièrement des informations sur les mouvements de troupes vers Lorient, sur les défenses autour du grand port et de sa base sous-marine qui constituent, on le sait, un objectif majeur pour les Alliés.

Ces renseignements se révèlent particulièrement précieux lorsque les combats de la Libération entrent dans leur dernière phase : celle qui suit la percée d'Avranches, fin juillet 1944. Les SAS français s'y illustrent avec une arme qu'ils avaient servie à merveille dans le désert libyen en 1942-1943 : la *Jeep* armée.

La Jeep armée : du Sahara aux routes de France

L'épopée des SAS français a été marquée, notamment, par les raids menés aux côtés de leurs camarades britanniques, à compter de l'été 1942, sur les aérodromes de la *Luftwaffe* en Cyrénaïque ou en Tripolitaine. La *Jeep*, armée de mitrailleuses d'avion *Lewis*, s'y est révélée comme une arme particulièrement efficace. Mais pouvait-il en aller de même en France, sur un terrain fort différent ?

Quatre *Jeep* ont bien été parachutées à Saint-Marcel dans les heures précédant la bataille du 18 juin 1944. Mais, les parachutes des containers renfermant les mitrailleuses ne s'étant pas ouverts, elles n'y jouent qu'un rôle assez limité. Il en va de même des véhicules amenés par planeurs au début du mois d'août dans le Morbihan. Ce sont donc, pour l'essentiel, les *Jeep* du 3 SAS qui vont dans un premier temps s'illustrer dans les combats de la Libération, de la Lorraine à la vallée du Rhône.



Jeep armée utilisée par les SAS en Libye, en Tunisie puis en France (coll. Amicale SAS).

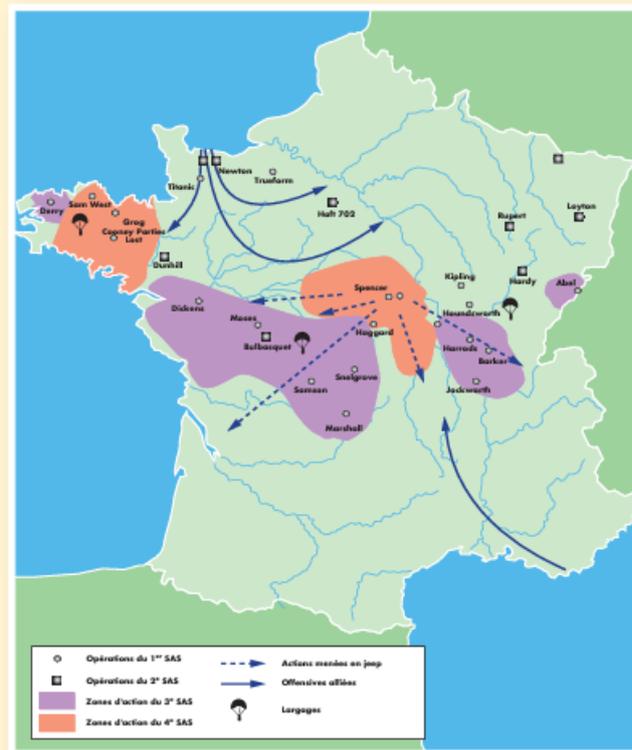
³ En français, « troupes de l'Est », unités de la Wehrmacht constituées de conscrits ou de volontaires des territoires occupés par l'Allemagne en Europe orientale (NDLR).

Elles ne peuvent cependant être parachutées ou aéroportées en France, la lune n'étant pas favorable, mi-août 1944, pour une telle opération. Les dix-neuf véhicules du *squadron* motorisé du 3^e bataillon sont donc débarqués en Normandie. De là, différents groupes doivent, par la route, rejoindre les SAS de *Dickens*, au sud de la Loire, *Moses*, dans le Poitou, *Snelgrove*, dans le Limousin, *Harrod*, non loin de Chalon-sur-Saône, parachutés dans les semaines précédentes. La colonne touche le sol de France à Courseulles le 19 août, et se sépare à Laval le 21.

Un premier groupe de huit *Jeep*, qui se scinde d'ailleurs en deux pour mieux s'infiltrer derrière les lignes allemandes, rejoint les missions *Moses*, *Snelgrove* et *Marshall* au sud de la Loire après avoir mené plusieurs attaques contre des convois ennemis se repliant vers le nord-est pour échapper au piège que les troupes alliées débarquées d'une part en Normandie, d'autre part en Provence, sont en train de refermer. La jonction de ce groupe avec les SAS parachutés est effective vers le 10 septembre, leur permettant de mener des actions efficaces sur le front sud de la poche de Saint-Nazaire, alors en cours de constitution.

Devant rejoindre la mission *Dickens* parachutée mi-juillet aux confins de la Vendée, du Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres, le second groupe peine à trouver un passage sur la Loire. À la demande de troupes américaines qu'ils rencontrent entre Nantes et Angers, les SAS de l'aspirant Valayer leur servent d'équipes de reconnaissance, bien loin de leur mission d'origine. Ils atteignent ainsi les environs de Toul début septembre, avant de combattre près de Saint-Dizier. Le 6, deux SAS sont d'ailleurs blessés lorsqu'un char *Tigre* allemand fait feu sur leur *Jeep*. Valayer lui-même est deux fois blessé, dans un accident puis lors d'une escarmouche près de Lunéville fin septembre.

Fort de 21 hommes, le troisième groupe, celui du lieutenant de Roquebrune, compte 8 véhicules. En arrivant dans l'Yonne, il se scinde en deux pour rejoindre le PC du commandant Château-Jobert en Saône-et-Loire. Les *Jeep* du lieutenant



Opérations SAS en France (coll. FFL).

Richard sont engagées dans le secteur de Montceau-les-Mines et Autun, avant de remonter, mi-septembre, vers Mâcon puis Pontarlier et d'agir au profit de la 45^e DI américaine, débarquée en Provence. La chevauchée se termine fin septembre entre Vesoul, Épinal et Lure, dans des patrouilles le long de la Moselle. Entre-temps, plusieurs dizaines d'ennemis ont été tués. La fin du demi-groupe conduit par le lieutenant de Roquebrune est plus tragique. Après plusieurs actions réussies le long de la RN 6 entre Mâcon-Dijon, les quatre *Jeep* attaquent une forte colonne allemande dans Sennecey-le-Grand le 4 septembre. Sous le feu des mitrailleuses des SAS, les pertes ennemies sont particulièrement lourdes, sans doute une cinquantaine de tués, une centaine d'autres étant blessés. Mais les quatre véhicules sont successivement touchés : neuf des quatorze FFI et parachutistes engagés

dans cette action sont tués, faisant de ce combat l'un des plus sanglants que connaissent les SAS de la France Libre au cours des combats pour la Libération de la France.

Guy Combaud de Roquebrune est au nombre des morts. L'action des SAS de la France Libre au cours de l'été 1944 est, à bien des égards, hors normes. Pour la plupart parachutés plusieurs centaines de kilomètres derrière les lignes ennemies, certains y combattent pendant plus de deux mois, par groupes de trois ou quatre parfois. Sabotages, embuscades, raids en *Jeep* ont constitué un quotidien

auquel leur entraînement en Grande-Bretagne les avait longuement préparés au cours de l'hiver 1943-1944. Mais ils ont aussi su prendre en charge des missions jusqu'alors inédites, en agissant aux côtés des forces d'une Résistance intérieure qu'ils contribuent largement à armer et entraîner.

Préfigurant les forces spéciales de la seconde moitié du siècle, les SAS français gagnent dans la mémoire de ceux qui combattent à leur côté comme des populations de Bretagne ou de Bourgogne, entre autres, une solide réputation. Le succès des commémorations de Saint-Marcel, dans le Morbihan, et de Sennecey-le-Grand, en Saône-et-Loire, en juin et septembre 2014 rappelle combien, soixante-dix ans après les faits, cette mémoire est encore vive ici.

Yann Lagadec

Notice biographique

Yann Lagadec est maître de conférences en histoire Université de Rennes 2/CERHIO, UMR CNRS 6258.

Pour aller plus loin

- CORTA, Henri et alii, *Qui ose gagne. Les parachutistes du 2^e RCP (4^e SAS). France-Belgique (1943-1945)*, Vincennes, SHAT, 1997.
 FLAMAND, Roger, *Qui ose gagne (Grande-Bretagne-France 1943/1944). Les parachutistes de la France Libre 3^e RCP/3^e SAS*, Paris, Atlante, 1997.
 LAGADEC, Yann, « Entre l'État-major allié, la France Libre, et la Résistance intérieure : les bases radio des forces spéciales dans les Côtes-du-Nord à l'été 1944 », in HARISMENDY, Patrick et LE GALL, Erwan (dir.), *Pour une histoire de la France Libre*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012, p. 122-145.
 LAGADEC, Yann, « Transmissions et actions spéciales : les opérations de l'été 1944 en France », *Revue historique des Armées*, 2008, n° 251, p. 112-121.
 LAGADEC, Yann, « La Résistance bretonne vue par les forces spéciales alliées en 1944 », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, 2004, p. 515-533.
 PORTIER, David, *Les parachutistes SAS de la France Libre, 1940-1945*, Paris, Nimrod, 2010.